

Ces mots enfin trouvés et qui ont tant fait défaut lors de ce quinquennat

Qu'il faille que des responsables de ce rang renoncent à agir pour que leur message soit salué témoigne du discrédit des politiques



Indispensables à l'action publique, les mots sont dou-blement l'essence de la poli-tique : ils en sont le contenu fondamental et le carburant. C'est aussi à leur aune que l'on jauge – et que l'on juge – ceux qui les prononcent. A fortiori lorsqu'il s'agit du détenteur de la fonction présidentielle, parée d'une (écrasante) charge symbolique dans notre République monarchique.

En moins de deux semaines, un ancien président, Nicolas Sarkozy, puis son successeur, François Hollande, ont tiré leur révérence. Le premier éliminé dans les urnes, le second renonçant à concourir. Fait rarissime, les mots qu'ils ont employés, pour l'occasion, ont été jugés " dignes ", y compris par certains de leurs adversaires respectifs. Qu'il faille que des responsables de ce rang renoncent de facto à agir pour que l'on salue leur message, comme un hommage post mortem, -témoigne bien sûr du profond discrédit qui touche tous les politiques. Mais plus particulièrement les titulaires de cette charge.

En un quinquennat – et une ultime campagne –, Nicolas Sarkozy a malmené la syntaxe mais aussi nombre de mots, les vidant de leur sens à force de les utiliser à tort et à travers. " Rupture ", " ouverture ", " République ", parmi d'autres, ont perdu de leur substance tant ils étaient peu significatifs, décrédibilisant la parole présidentielle. Ce langage a fait partie du bilan qu'ont rejeté les Français en 2012, puis son propre camp lors du premier tour de la primaire à droite le 20 novembre. François Hollande avait été élu, en creux et par contraste, sur un adjectif : normal. Mais à la profusion, l'emphase, l'outrance de son prédécesseur, a succédé... une impression de vide – et une interminable attente d'éclaircissements qui ne sont jamais vraiment venus.

Nul n'a oublié l'avalanche de confidences livrées à des journalistes – dont l'accablant " *Un président ne devrait pas dire ça...* " (Stock), de Gérard Davet et Fabrice Lhomme –, mais on peine à se souvenir de discours marquants du président encore en exercice. Sans doute le pacte de responsabilité, annoncé lors de ses vœux du 31 décembre 2013 ; le discours post-attentats tenu devant le -Congrès, le 16 novembre 2015 ; ou encore celui de candidat putatif prononcé salle Wagram, le 8 septembre. Les vœux de 2013 avaient fixé un cap, mais bien loin, sinon à l'opposé, de ses engagements -de campagne. A Versailles, sans doute M. Hollande s'est-il montré à la hauteur des événements dramatiques survenus trois jours plus tôt, mais les mesures qu'il a annoncées – et qu'il n'a pu in fine mettre en œuvre – ont totalement déstabilisé la majorité. Salle Wagram, le président est apparu pugnace, mais son intervention bien tardive. " *La France est bien plus qu'une identité, c'est une idée, c'est un projet, c'est une am-bition* ", avait alors lancé le chef de l'Etat. Lui qui, en 2012, avait fait miroiter le " *rêve français* " n'aura su ni pu lui donner un contenu.

" Lucidité "

Reste donc cette intervention, prononcée depuis l'Elysée, jeudi soir : la dernière en date, dont le président peut espérer qu'elle lui redonne quelque crédit, comblant partiellement ce qui a fait défaut auparavant. Le chef de l'Etat, à qui l'on reprochait de ne pas suffisamment incarner sa fonction et son action, a cette fois défendu son bilan à la première personne du singulier, comme un lointain écho à la fameuse -anaphore " *moi président...* ".

Pour la première fois, il a exprimé son " *regret* " d'avoir proposé la déchéance de nationalité, convenant que cette mesure " *nous - avait - divisés* ". Enfin, si sa décision est un choix très lar-gement contraint, il a pu invoquer à bon droit sa " *lucidité* ", et son souci en particulier d'éviter la " *dispersion de la gauche* ". Sans doute était-ce là son meilleur -discours depuis son élection.

Jean-Baptiste de Montvalon

© Le Monde